72. vol d'identité au niveau national

Vol d'identité au niveau national

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

Nous avons détaillé les moyens utilisés pour convertir illégalement le statut politique et l'identité des Américains par les deux sous-traitants de la Municipal Corporation hébergés dans le district de Columbia.

Le sous-traitant territorial britannique a commencé le processus dans les années 1920, avec la Shepherd-Townsend Act, apparemment adressée uniquement aux États-Unis. Citoyens, mais appliqués grossièrement et sans discrimination à tous les Américains sans divulgation et sans instruction et sans recours.

Une fois que les Américains ont été illégalement convertis via l'enregistrement au statut de Territoire britannique américain. Citoyens, leur succession est devenue soumise à l'intérêt public établi par la Cestui Que Vie Act de 1666, et les membres de l'Ordre des avocats agissant en tant qu'agents étrangers non déclarés représentant la participation du roi britannique dans le domaine qui lui a été attaché, ont émis des titres dessus et l'ont utilisé comme garantie sous réserve de l'hypothèque de la dette en vertu de la loi sur l'amirauté.

Les auteurs britanniques ont reçu le crédit ainsi généré pour leur propre bénéfice et pour le bénéfice du monarque, sans considération pour les Américains qu'ils usurpaient de l'identité et dénaturaient - mais à qui ils devaient en fait un "service de bonne foi". Ils ont délibérément et illégalement échappé à leurs propres obligations en vertu de la Constitution des États-Unis d'Amérique en dénaturant et en enregistrant illégalement des bébés américains en tant que territoires britanniques des États-Unis. Citoyens.

Le sous-traitant municipal géré par la ville a suivi sa propre version beaucoup plus ancienne du même régime, établissant un intérêt dans les domaines des victimes en supposant l'existence d'un jumeau décédé représenté par les documents de la post-naissance, attribuant le nom et la succession à ce défunt " frère "ou" sœur ", et s'attaquant à la succession pour enfants décédés qui en résulte via l'utilisation de tribunaux d'homologation municipaux étrangers.

Dans les deux cas, les sous-traitants ont géré un programme Executor de Son Tort basé sur le vol d'identité ou la substitution d'identité, pour contrôler les avoirs des victimes et obtenir des moyens d'extraire à la fois des actifs et des crédits des victimes à leur insu ou sans leur consentement.

Cela a été fait en violation de plusieurs accords majeurs de séries de traités, y compris les traités de Versailles et de Paris, au moins deux grandes conventions internationales - les Conventions de La Haye et de Genève - que les sous-traitants ont signées, respectivement, et leurs constitutions respectives qu'ils ont éludées en modifiant secrètement le statut politique de leurs victimes. Cela est également contraire à la loi ecclésiastique qui exige que les sociétés opèrent légalement.

Ces sociétés municipales, leurs franchises et leurs agences ont utilisé les programmes de conversion illégaux qui précèdent pour soutenir et financer une multitude d'autres activités criminelles: guerres mercenaires à but lucratif, usurpation d'identité, traite des êtres humains, fraude réglementaire, privation de droits sous le couvert de la loi, presse -ganging, enlèvement, piraterie intérieure, fraude devant les tribunaux, complot contre les constitutions, affranchissement non divulgué, imposition illégale de titres --- qui sont tous des activités illégales, racket, extorsion, faux témoignage, grand larcin, piraterie en haute mer, violation flagrante de la confiance, corsaire, conversion illégale, détournement, fraude bancaire, contrefaçon, violation des contrats de service, violation des traités et conventions solennels, et plus récemment, génocide de gros à but lucratif.

Dire que les choses sont devenues incontrôlables serait un euphémisme flagrant et la nécessité de réparer ces torts est explicite.

Nos revendications et nos demandes de réparation, de guérison et d'entretien complets, ainsi que l'avis de notre position devant le Dieu vivant ont tous été servis, ont fourni une procédure régulière et ont été guéris dans les trois juridictions principales. Nos revendications présentées ici sont documentées à l'échelle internationale depuis plus de deux décennies, tout comme les affirmations de Lord Ivan Talbot, Hereditary Lord High Steward of England, Ireland, Scotland, and Wales, qui, à peu près au même moment et comme nous, s'est rendu compte que les juridictions foncières et pédologiques de ces pays avaient été libérées en violation des fiducies sacrées et des accords dus aux personnes vivantes.

Des actes répréhensibles supplémentaires et similaires ont eu un impact sur les membres de l'ancien Commonwealth britannique, représentés ici par l'Australie, et des pratiques illégales et illégales et immorales similaires ont conduit à l'occupation et au profit illégaux et prolongés dans les dix-sept pays d'Europe occidentale occupés à la fin de la Seconde Guerre mondiale, Japon, Corée du Sud, Irak, Libye, et d'autres pays qui ont également subi des attaques et une occupation illégale par des forces mercenaires non divulguées du ou des gouvernements territoriaux britanniques opérant en tant que sociétés municipales et battant des drapeaux du titre IV que nous revendiquons tous de la part de l'Union postale universelle.

Que cela serve de préavis que nos sièges de gouvernement ne sont jamais tombés et que nos drapeaux de titre IV ont été maltraités à des fins non autorisées, illégales et immorales par les sociétés municipales incriminées et leurs franchises commerciales.

Nous devons la liquidation immédiate et / ou la déchéance de ces délinquants et de leurs franchises commerciales respectives en tant qu'actifs réquisitionnés illégalement par des puissances étrangères et des intérêts commerciaux opérant sous la couleur de la loi, et en tant que sociétés opérant illégalement et dans des conditions de secret pendant des décennies pendant lesquelles des centaines de millions de personnes ont été fraudées et blessées.

Nous joignons des copies de la revendication de Lord Ivan Talbot au nom du peuple vivant de Grande-Bretagne, publiée en 1999 et continuellement mise à jour.

https://annavonreitz.com/lettertoqueendeclaringaregency.pdf

Nous renvoyons également la réclamation de Dick Yardley concernant l'Australie déjà présentée, ainsi que les accusations soumises par le membre du Congrès Louis T. McFadden, coprésident du House Banking Committee, au House Judiciary Committee du Congrès des États-Unis en 1934, qui sont toujours en instance et qui ont été ignorés et n'ont pas été appliqués par trois générations d'imposteurs présumant faire fonctionner notre gouvernement en tant que sociétés municipales étrangères.

https://annavonreitz.com/writdeclaringaregency.pdf

Au nom d'environ 320 millions d'Américains qui ont été illégalement et illégalement privés de leurs droits et de leurs biens par des processus d'enregistrement non divulgués et environ deux milliards de personnes vivant dans d'autres pays qui ont été également fraudées et blessées par tous les précédents ainsi que par le génocide actuel -à but lucratif engendré par ces sociétés municipales, nous appelons le Pape et la Cour de chancellerie du Vatican et la loi ecclésiastique à accomplir les actions nécessaires pour retirer ces fictions de nos yeux.

Veuillez consulter les affirmations enregistrées et publiées de Lord Talbot.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652
29 juin 2023

Voir cet article et plus de 4200 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

---

Revision #1
Created 2025-02-22 23:32:32 UTC by Bee
Updated 2025-02-22 23:32:32 UTC by Bee